

La CGT a-t-elle vraiment sa place dans la manif « stop à la haine anti-flic » ?

D'après certaines sources dans les rangs des forces de l'ordre, les affiches du syndicat Info'Com-CGT seraient « dégradantes » à l'égard des policiers. Ces affiches ne sont pourtant publiées que pour attirer l'attention sur la violence du pouvoir...

Emboîtant le pas de leur ministre, les syndicats corporatistes de policiers sont montés au créneau. Unité SGP Police (FO) s'est dit « indigné » par cette publication « honteuse appelant à la haine du policier ».

Le syndicat d'officiers Synergie (CFE-CGC) estime, pour sa part, que l'initiative démontre « la connivence intellectuelle existant entre ceux qui mettent les policiers au pilori et les casseurs qui pillent, saccagent et agressent sans relâche les forces de l'ordre ». Enfin, Alliance Police Nationale (CFE-CGC), y voit « ni plus ni moins qu'un appel à la haine et à la violence envers les forces de police et de gendarmerie ». Dans le même temps, ces syndicats ont demandé au ministre de l'Intérieur « de déposer plainte contre ces propos de provocations et de haines envers la police ». **Ces organisations assimilent sciemment à un appel à la haine des affiches démocratiques appelant la police, comme l'indiquent les slogans pourtant faciles à lire, à « protéger les citoyens » et à stopper la répression brutale du mouvement social.**

Tout le monde, gouvernement, opposition, extrême-droite et syndicats de police catégoriels trouve un intérêt à cet amalgame. Ainsi, le 2 mai, le syndicat Police Force Ouvrière (Unité SGP Police FO) a annoncé déposer plainte (sans doute sur instructions) contre ces affiches. Le même jour, un syndicat se réclamant de la CFE-CGC a titré : « CGT : l'affiche rouge », comparant ces affiches avec celle des occupants nazis, propagande raciste et antisémite qui assimilait à des terroristes étrangers un groupe de résistants se battant contre la dictature et pour le progrès social.

Dans ce contexte, la CGT-Police-Paris avait publié un communiqué, dès le 19 avril 2016, intitulé : « L'affiche qui agite l'extrême droite et fait oublier l'acteur principal dans ces violences : le gouvernement ! » Ce texte précisait : « L'affiche du syndicat CGT Info'Com a le mérite de dénoncer des faits pour ramener

un gouvernement dit de gauche dans la voie du progrès social et non de l'arbitraire. » Ces affiches visent bien à dénoncer ces faits et à mettre en lumière les méthodes d'un gouvernement qui préfère le tout-répressif à une doctrine de pacification des cortèges.

Le 18 mai, des syndicats de policiers, auxquels risque de se joindre une fraction de la CGT-Police, manifesteront sur un seul mot d'ordre : « Halte à la haine anti-flic ». **Nous, syndicat historique CGT-Police SGAP de Paris, engagés pour un syndicalisme vivant, fiers de nos luttes et de nos acquis, ne participerons pas à ce rassemblement politique qui cumule autant d'amalgames sur les policiers, sur le mouvement social en cours et sur la CGT, organisation progressiste et interprofessionnelle !**

Les syndicats Info'Com-CGT et CGT-Police Paris ne se trompent pas : les responsables de cette situation sont bien le patronat et son fidèle collaborateur, le gouvernement.

Le passage en force est également une vraie violence ! La loi El Khomri ne peut être adoptée contre l'opposition massive des travailleurs, d'une très large majorité de l'opinion publique et de l'Assemblée nationale. Ce coup de force institutionnel du 11 mai, s'appuyant sur l'article 49-3 de la Constitution, exacerbe la colère des futures victimes de cette loi. Il ne peut que renforcer la lutte pour le retrait pur et simple de la loi Travail.

La censure de cette politique de casse du droit du travail ne pourra se faire que par la convergence de tous les progressistes prônant la transformation sociale, avec les luttes des cheminots, des fonctionnaires, des routiers, des salariés du privé et du public, et non par des manifestations corporatistes dénonçant une fantasmagorique « haine anti-flics ».

Nous, syndicats Info'Com-CGT et CGT-Police SGAP de Paris, appelons les salariés du public et du privé, les privés d'emploi, les jeunes à poursuivre, les 17 et 19 mai, le mouvement de protestation pacifique contre la loi El Khomri .

Paris, le 16 mai 2016



☎ 01 46 07 83 28

✉ cgtpolice75.fr

✉ cgt.police.paris@gmail.com

68 bis rue Philippe de Girard – Paris 18^e

info'com-cgt
TOUS UNIS DANS UN MÊME SYNDICAT

☎ 01 43 31 80 49

✉ infocomcgt.fr

✉ news@infocomcgt.fr

🌐 infocomcgt